

ARRETE TEMPORAIRE

Occupation du domaine public par l'installation d'un échafaudage

Le Maire de la Ville de Laurens,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales ;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;

VU le code pénal notamment ses articles 131-13 et R.610-5

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

VU l'arrêté du 22 octobre 1963 actualisé le 09 avril 2021, appelé Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière et notamment le livre I-huitième partie (signalisation temporaire) ;

VU la demande d'autorisation de voirie présentée le 02 mars 2022 par Monsieur RIBEIRO José, gérant de la société SARL « TOP FACADES JM » sise 13 Rue de la Grangette 34500 BEZIERS, sollicitant l'autorisation d'installer un échafaudage et le stationnement d'un fourgon et d'une machine à enduire à l'occasion de travaux de réfection de façade au n°4 Avenue de Béziers 34480 LAURENS, pour le compte de la SCI Les Vignes sise 11 impasse du Boutge à LAURENS.

Considérant qu'il y a lieu de prendre toutes les mesures dans le but de garantir la sécurité de tous pendant les travaux ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Monsieur RIBEIRO José est autorisé à installer un échafaudage et à stationner un fourgon et une machine à enduire, au droit du n°4 Avenue de Béziers 34480 LAURENS, à compter du 17 mars 2022, pour une durée de 30 jours,

ARTICLE 2 : L'échafaudage et les véhicules seront installés de manière à ne pas faire obstacle à l'écoulement des eaux, à l'accès aux propriétés riveraines et empêcher la circulation des véhicules sur la chaussée.

ARTICLE 3 : La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle - huitième partie – relative à la Signalisation temporaire, sera mise en place par le permissionnaire susnommée sous sa responsabilité. Le chantier devra être signalé jour et nuit pour assurer la sécurité des piétons et des usages de l'Avenue de Béziers.

ARTICLE 4 : Cet arrêté devra être affiché sur place de façon visible et maintenu en place durant toute la durée des travaux.

ARTICLE 5 : Dès l'achèvement des travaux, le permissionnaire devra enlever tous débris, gravats et matériaux et réparer tous dommages éventuellement causés, et rétablira à ses frais la voie publique dans son état initial.

ARTICLE 6 : Le pétitionnaire devra être couvert par une assurance en cours de validité et restera responsable de tout accident pouvant résulter de cette installation.

ARTICLE 7 : La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révoquant, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

ARTICLE 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 9 : Le présent arrêté sera publié conformément à la réglementation en vigueur dans la commune de LAURENS.

ARTICLE 10 – RECOURS

Conformément à l'article R421-1 du code des tribunaux administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de MONTPELLIER – 6 Rue Pitot, 34000 MONTPELLIER Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

ARTICLE 10 : Monsieur le commandant de la brigade de gendarmerie de Murviel les Béziers, Monsieur le Chef de poste de la Police Municipale de la commune de LAURENS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Laurens, le 07 mars 2022

Le Maire,

François ANGEADE

